



Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire  
de la Chambre des communes.

## Présentation

**Politique alimentaire pour le Canada - 19 septembre 2017**

### **Témoignage de Ashley St Hilaire, Canadian Organic Growers**

Bon après-midi, Monsieur le Président et les honorables membres du Comité.  
Je vous remercie de m'avoir invitée à parler aujourd'hui de la Politique alimentaire pour le Canada.

Je suis Ashley St-Hilaire, directrice des programmes et des relations gouvernementales à Cultivons Biologique Canada.

Jim Robbins, un producteur de grandes cultures et de bovins de la Saskatchewan, Président de la Fédération biologique du Canada, m'accompagne.  
Cultivons Biologique Canada est un organisme de charité national dont les membres sont des producteurs biologiques.

Nous sommes heureux de vous entretenir de l'importance de cette initiative du gouvernement qui consiste à développer une Politique alimentaire pour le Canada.

Nous aimerions aussi souligner que la Semaine Bio est en cours – une célébration nationale tenue chaque année pour célébrer les aliments, les fibres et l'agriculture biologiques.

Il est donc opportun de discuter de la Politique alimentaire pour la Canada. Comme nous entamons la saison automnale des abondantes récoltes des fermes canadiennes, nous devons nous remémorer par notre travail aujourd'hui même que trop de Canadiens sont affectés par l'insécurité alimentaire. Au sommet sur la Politique alimentaire pour le Canada, nous avons été bouleversés d'apprendre que les banques alimentaires desservent de plus en plus de Canadiens, bien que le Canada soit au 8<sup>e</sup> rang mondial pour le niveau d'accessibilité à des aliments à prix abordables.

Nous soutenons donc le travail du gouvernement et de Food Secure Canada pour le développement d'une Politique alimentaire pour le Canada qui traitera de ces enjeux.



Chaque Canadien mérite d'avoir accès à des aliments nutritifs et appropriés à sa culture alimentaire afin de vivre dignement.

Nous croyons que les priorités définies par cette politique sont adéquates et doivent être également soupesées. Les aliments et l'agriculture biologique couvrent l'ensemble de ces priorités et améliorent la sécurité alimentaire au Canada parce que le principe premier de l'agriculture biologique est le maintien de la santé du sol.

Par le biais des pratiques agricoles biologiques, les producteurs améliorent la santé de nos sols à travers le pays, en assurant que les terres puissent produire des aliments pour les générations futures. La santé du sol permet d'augmenter le rendement et la qualité de ce qui est produit. Lorsque nous ne prenons pas soin de nos sols, nous devons utiliser des intrants qui augmentent les coûts de production et réduisent les profits; il devient donc de plus en plus difficile de gagner sa vie en produisant des aliments pour les Canadiens et pour le monde. La rentabilité des fermes et la sécurité alimentaire sont intimement liés.

Nous exhortons nos décideurs à reconnaître qu'un équilibre doit être maintenu entre la productivité de notre agriculture et la dégradation environnementale. Atteindre des objectifs ambitieux de 75 milliards \$ en exportation de nos cultures d'ici 2025 ne devrait pas se faire en sacrifiant la santé de notre environnement et de nos terres car cela exacerberait l'insécurité alimentaire au Canada. L'agriculture biologique est une industrie qui a toujours priorisé le maintien de cet équilibre et qui continue d'être le leader agricole de la durabilité. Les consommateurs de toutes les couches de la société soutiennent notre industrie tous les jours lorsqu'ils achètent des produits biologiques dans les épiceries et les marchés fermiers, et leur recherche d'aliments locaux produits en appliquant des pratiques durables devrait être soutenue par cette politique et par un engagement de notre gouvernement à financer de façon permanente le maintien de la Norme biologique canadienne.

### **Jim Robbins – Président de la Fédération biologique du Canada**

Je suis un agriculteur biologique de la Saskatchewan. Avec mon épouse et mon fils, je cultive des céréales, des légumineuses à grain et du fourrage sur 2500 acres de terre dans le centre ouest de la Saskatchewan. Nous élevons aussi des bovins que nous engraissons et abattons nous-mêmes. Nous avons été des producteurs conventionnels pendant 21 ans et nous récolterons bientôt notre dix-neuvième récolte biologique.



Je suis fier de représenter aujourd’hui la Fédération biologique du Canada qui supervise le maintien de la Norme biologique canadienne.

La norme biologique connecte l’agriculture biologique à l’environnement : elle définit les bonnes pratiques agricoles qui visent la productivité, la rentabilité et la conservation de notre environnement. Ce qui importe de savoir au sujet de la norme, c’est que son contenu est déterminé par l’industrie. Les producteurs se sont ligüés, car ils voulaient changer leurs pratiques agricoles – ils voulaient réduire leur empreinte environnementale et développer un mode de production durable.

La norme encadre leurs pratiques agricoles et leur permet de définir comment pratiquer l’agriculture biologique. La norme est bien plus qu’une mesure qui vise à maintenir la confiance du public à l’égard du bio, elle est aussi une référence pour standardiser et implanter la production durable à la ferme.

La norme est un bien public et tous les Canadiens bénéficient des pratiques que les agriculteurs biologiques appliquent sur leurs terres.

Notre Norme biologique canadienne est une norme nationale qui a été référencée par la loi par le gouvernement du Canada en 2009. Cependant, le secteur biologique canadien a progressé sous la menace constante de perdre sa structure de base, laquelle est son système d’assurance, sa norme, sa marque de commerce, nécessaire au maintien de la confiance du public. Parce que, contrairement à nos concurrents tels que l’Union européenne et les États-Unis, dont les gouvernements financent pleinement et de façon permanente leurs normes biologiques nationales, le gouvernement du Canada n’offre toujours pas le même soutien à sa propre industrie biologique.

La Norme biologique canadienne est la propriété de l’Office des normes générales du Canada (ONGC), une agence du gouvernement fédéral, qui requiert que notre industrie réviser et mette à jour notre norme biologique chaque cinq ans. Le coût de ces travaux de révision est d’un million de dollars, comprenant les frais payables à l’ONGC et les frais encourus par les consultations nationales qui assureront que la norme reflète les besoins des exploitants.

Notre industrie, avec l’aide de douzaines d’experts bénévoles, doit entreprendre cette tâche afin que notre norme demeure valide et soit conforme aux exigences ISO. Réviser la norme est absolument critique, non seulement pour le maintien de la marque de commerce Biologique Canada, mais également pour les ententes de commerce



internationales négociées par le gouvernement avec 90% de nos partenaires commerciaux. La marque Biologique Canada et la Norme biologique canadienne sont la propriété du gouvernement du Canada – alors, lorsque notre gouvernement préparera son budget 2018, guidé par sa Politique alimentaire pour le Canada et ses objectifs d’exportations agricoles pour 2025, nous vous demandons instamment d’éliminer le désavantage compétitif et le risque encouru par notre industrie et d’inclure un financement permanent pour le maintien de la Norme biologique canadienne. Notre norme devra être entièrement révisée et mise à jour en 2020 et les travaux doivent débuter en 2018.

En conclusion, j’aimerais rappeler au Comité que l’agriculture biologique est un exemple probant d’une industrie non polluante et florissante qui offre un modèle de production respectueux du climat. En développant une Politique alimentaire nationale, nous espérons que le gouvernement du Canada fera la promotion et récompensera la production agricole durable, car cela contribue aussi à la sécurité alimentaire au Canada, et qu’il éliminera les désavantages compétitifs qui affligent les producteurs biologiques.

Je vous remercie de me procurer l’opportunité de vous parler de ce sujet aujourd’hui.